

# LA FABRIQUE CITOYENNE

## SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE</b> .....	2
<b>ÉCOLE</b> .....	4
I – LE SOCLE COMMUN .....	6
II - L'EDUCATION ET L'ENSEIGNEMENT AU-DELA DU SOCLE .....	11
<b>ÉCONOMIE</b> .....	13
I - UNE ÉCONOMIE PLUS VERTE .....	15
II - UNE ÉCONOMIE PLUS JUSTE .....	18
III - UNE ÉCONOMIE PLUS DÉMOCRATIQUE ET PLUS TRANSPARENTE.....	22
IV - UNE ÉCONOMIE OUVERTE ET CONTROLÉE .....	25
V – POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS .....	26
<b>EUROPE</b> .....	28
I - MIEUX CONNAITRE L'EUROPE POUR SE SENTIR DAVANTAGE EUROPEEN .....	29
II - POUR DES INSTITUTIONS EUROPEENNES ET UN PROJET EUROPEEN PLUS DEMOCRATIQUES.....	32
III - POUR RENFORCER LA PARTICIPATION POPULAIRE A L'EUROPE.....	34
<b>ANNEXE</b> .....	36
ÉCOLE .....	36
ÉCONOMIE .....	37
EUROPE.....	39

# PRÉAMBULE

## ***NOTRE REGARD SUR LA SOCIÉTÉ ACTUELLE***

Nous vivons aujourd'hui dans une société que nous apprécions sur de nombreux plans.

Au niveau proprement français, nous apprécions et sommes attaché-e-s :

- à la démocratie ;
- au système social et la qualité du système de santé ;
- à la facilité d'accès à la culture, aux échanges multiculturels, à la gratuité des musées ;
- à la qualité des études et à leur gratuité ;
- à la qualité de vie quotidienne ;
- à la vitalité des associations et à la solidarité qu'elles portent.

Au niveau européen, nous sommes attaché-e-s à l'existence du projet européen, à la liberté de circulation et au programme Erasmus.

Plus globalement, nous nous réjouissons de la progression des droits de l'homme dans le monde, de la prise de conscience écologique, des mouvements à la recherche d'alternatives de toute nature.

Toutefois, cette société de 2012 nous inquiète également. La France est-elle sur la mauvaise pente ?

- Sur le plan économique, nous avons l'impression d'une primauté des intérêts économiques sur l'humain. L'état du monde du travail est préoccupant : précarité, chômage, manque de débouchés, pression sur les travailleurs, stagnation des salaires, fuite des cerveaux, pouvoir d'achat en baisse...
- Sur le plan social : nous regrettons la montée de l'égoïsme, des inégalités, du racisme, de l'islamophobie, de la peur de l'autre ; le soutien plus faible des pouvoirs publics aux associations, mais également la perte des acquis républicains et enfin le sentiment de dégradation du système scolaire (baisse du niveau d'éducation, différence croissante entre écoles privées et publiques, problèmes d'orientation).
- Sur le plan écologique, nous sommes alarmé-e-s par la dégradation de l'environnement.
- Sur le plan politique, nous constatons la montée des extrémismes, la confusion entre vie politique et vie privée.
- Sur le plan international, nous avons le sentiment d'une perte d'influence de la France dans le monde, risques de guerre... et d'un projet européen sans direction et sans but perceptibles.

De plus, nous entendons quotidiennement parler de « crise », économique, financière, politique, environnementale...

Pour autant nous voulons rester convaincu-e-s qu'il n'y a là rien d'inéluctable, que le contexte actuel ne doit pas nous empêcher de penser collectivement un futur souhaitable différent des solutions de court terme, bien au contraire.

*Pour résumer, nous nous retrouvons dans la célèbre phrase de Francis Blanche : « Face au monde qui bouge, il vaut mieux penser le changement plutôt que changer le pansement ».*

### **ET SI NOUS RÊVONS À LA SOCIÉTÉ QUE NOUS VOULONS...**

Nous avons réfléchi ensemble à la société que nous voudrions dans l'avenir, pour se dégager des contraintes du court terme. Voici les principales caractéristiques de nos visions d'avenir :

- Une société qui préserve l'environnement
- Une société où l'on ne juge plus les différences ni les apparences
- Une société plus égalitaire (en termes de distribution des ressources, de justice sociale pourquoi pas avec un salaire minimum et maximum mondial)
- Une société de progrès technique (robots, énergie, mobilité)
- Une société plus créative, dans laquelle on s'autorise à sortir des carcans
- Une société moins rapide et moins stressée

Ce serait également :

- Une société où l'on vit vraiment en commun (entre générations, avec des modes de vie collectifs, en solidarité)
- Une société qui recycle et qui réutilise
- Une société d'amour, pacifique
- Une société sans frontières (physiques, temporelles, de langue...)
- Une société de liberté

### **DES PROPOSITIONS POUR DEMAIN**

Nous avons réfléchi ensemble pendant 6 jours aux graines à semer pour faire fleurir la société de demain.

Nos réflexions portent sur les trois thèmes qu'Animafac nous a soumis et que nous avons investigués ensemble :

- Que voulons-nous que l'école apprenne ?
- Dans quelle économie voulons-nous vivre ?
- Quelle citoyenneté européenne voulons-nous ?

Nos propositions pour ces thèmes invitent à des transformations qui, pour être menées à bien, devront impliquer des choix politiques forts et une participation active des citoyens. Car nous construisons tous, par nos actes, le monde de demain.

# ÉCOLE

---

*« Que voulons-nous que l'école apprenne ? »*

## **NOS CONSTATS ET NOS QUESTIONS SUR LA SITUATION ACTUELLE**

Nous avons pris le temps de longuement débattre et de réfléchir sur la place de l'éducation dans la France de demain. Nous avons eu à nous poser de nombreuses questions sur le but même de l'école et plus largement de l'éducation : à quoi doivent-elles servir avant tout ? Quels devraient être leurs principaux objectifs ? Comment allier liberté des individus et égalité des chances ? Orientation et réorientation ? Comment lutter contre le décrochage scolaire et les coûts qu'il entraîne ? Mais aussi comment transmettre les savoirs ? Comment apprendre et apprendre à apprendre ? Et quels contenus transmettre afin de remplir les objectifs de l'école ? Finalement, à quoi doit ressembler l'école ?

L'exploration de ces questions nous a amené-e-s à faire huit constats généraux :

- Tout d'abord, l'idée que l'éducation et la transmission sont le rôle de la seule école doit être dépassée. On apprend et l'on se forme tout au long de la vie à des occasions multiples. Tendance qui se renforce avec les évolutions rapides de la société moderne.
- L'orientation est défailante. Elle renforce souvent, en se faisant trop tôt, les inégalités et la reproduction sociale ou alors, en se faisant trop tard, elle laisse les élèves et étudiants sans réelle spécialisation et profil durant de longues années. Les filières techniques et courtes sont systématiquement dévalorisées et les élèves sont poussés vers les filières longues ou au contraire exclus de celles-ci sur de mauvais critères.
- Le décrochage scolaire est un phénomène grave, qui conditionne la vie future et qui doit être combattu à la source, celle du mal-être à l'école, du sentiment d'échec. 12,3% des élèves sortent de manière précoce du système en France. Pourtant 50% des décrocheurs n'ont pas de problème d'apprentissage mais simplement un rythme d'apprentissage plus lent.
- Depuis 40 ans, les réformes ponctuelles ou partielles se sont succédées et les acteurs du monde éducatif sont méfiants à l'égard de toute nouvelle tentative de changement.
- Pour nous, l'argent est un faux problème : l'éducation et l'enseignement sont les fondements de la société et il devrait y avoir des moyens suffisants pour assurer cette mission. De plus, en luttant efficacement contre le décrochage scolaire on économiserait des sommes immenses liées au suivi spécial, à la délinquance, au chômage, etc.
- La formation des enseignants est un élément central de l'édifice éducatif mais elle est défailante et les réformes récentes n'ont fait qu'empirer les choses.

- Les méthodes d'évaluation des élèves comme la notation sont stigmatisantes, et entraînent très tôt un esprit de compétition entre les élèves.
- Le concept de socle commun de connaissances et de compétences nous semble être une bonne idée qui remplit nombre des objectifs que nous voulons atteindre pour l'éducation du futur. Il n'est toutefois pas satisfaisant dans son état actuel.

Ces constats nous poussent à dire que des changements radicaux s'imposent dans les fondements mêmes de l'éducation.

Nous avons aussi réfléchi aux leviers d'actions et nous nous sommes demandé quel était le rôle des pouvoirs publics et des citoyens dans les changements que nous proposons. Nous pensons que le premier pas est de rétablir la confiance entre les parents et les enseignants. Les enseignants ont vu trop de réformes partielles et les parents ne comprennent pas toujours les positions des enseignants et les obligations auxquelles ils sont liés. La réforme globale que nous proposons ne pourra se faire que si tous et toutes sont d'accord pour se faire confiance. Cela veut dire aussi que nous devons tous être prêts à accepter un changement profond de nos habitudes vis-à-vis de l'enseignement et des manières de faire. Nous sommes prêt-e-s à faire ce pas. Et les propositions que nous faisons ici le montrent.

### ***CE QUE NOUS VOULONS CHANGER EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT***

Au cours de nos travaux nous avons pu identifier quatre objectifs principaux pour l'éducation et l'enseignement :

- I. Orienter et réorienter : le système éducatif devrait permettre à chacun et chacune de s'orienter c'est-à-dire de suivre un processus réversible de spécialisation qui amènerait l'élève à un métier qui lui conviendrait et qu'il choisirait.
- II. Amener tous et toutes à un niveau minimum de compétences afin d'assurer l'égalité des chances et de réaliser l'objectif d'une école pour tous.
- III. En définitive, l'éducation devrait permettre d'associer préparation à la vie active et éveil à la vie civique sans visée professionnelle ou économiquement utile, sans que cela soit perçu comme contradictoire.
- IV. Faire de l'école une institution plus démocratique et plus ouverte.

Au vu de ces constats et de ces objectifs, nous formulons trois propositions globales que nous déclinons en dix-huit propositions plus particulières :

- Nous voulons conserver et renforcer l'idée du socle commun de compétences en le modifiant.
- Ces modifications touchent 6 domaines : le contenu du socle, sa temporalité, la question des méthodes, les modes d'évaluation, la portée du socle et ses conditions de mise en œuvre.
- Penser à la façon de poursuivre son éducation au-delà du socle.

# I – LE SOCLE COMMUN

**Nous voulons aller vers une école du savoir, du savoir-faire et du savoir-vivre. L'école d'aujourd'hui n'est plus adaptée au monde actuel, les programmes sont pensés comme des blocs de connaissance et sont obsolètes. Il y a un réel décrochage des élèves et il faudrait pouvoir les intéresser à nouveau, afin d'augmenter le niveau de l'éducation et de réduire les coûts sociaux du décrochage. Les inégalités entre élèves sont fortes et les reproductions sociales entre parents et enfants sont importantes et donc porteuses d'injustice pour les élèves des classes sociales défavorisées. Les filières et les matières ne se valent pas en France. Penser en termes de socle de connaissances et de compétences permet à tous les élèves d'atteindre un même niveau en multipliant les voies d'accès à celui-ci et cela à l'échelle européenne. Il sert à lutter contre les inégalités et diminue le coût de l'échec scolaire en intéressant l'élève. Il permet de trouver pour chaque élève son domaine de compétences et évite ainsi d'avoir recours au redoublement. Parler de compétences permet aussi de revaloriser les filières pratiques et techniques. Nous avons élaboré des pistes sur les modalités d'application dans les propositions suivantes.**

## ***LE CONTENU DU SOCLE***

### **1. Décloisonner les matières et créer l'école du « Pudding ».**

***Pourquoi ?*** Nous constatons que les matières sont trop cloisonnées, ce qui pose un problème de motivation en raison de la différence entre les programmes présentés et les réalités du monde extérieur. En outre, le système reposant sur des matières séparées n'est pas adapté aux élèves en difficulté et/ou plus lents que le reste d'un de leurs compagnons, ce qui favorise le décrochage scolaire. Il s'agit tout d'abord d'accorder de l'importance à chaque matière qu'il s'agisse de la peinture, du sport, des maths, mais aussi de la cuisine ou des langues. Mais il s'agit aussi d'introduire plus de passion dans l'enseignement, d'éviter des problèmes de discipline, de responsabiliser élèves comme enseignant-e-s sur les compétences diverses et variées.

***Comment ?*** Il faudrait aborder l'enseignement de manière interdisciplinaire. C'est l'exemple du cours sur le « pudding » : afin de comprendre le mot lui-même il faut recourir à l'anglais. Afin de traduire la recette aussi mais il faut en plus mobiliser le français ainsi que l'écriture et la rédaction. Pour calculer les ingrédients, il faut faire appel aux mathématiques et pour rendre ce pudding appétissant, il faut de la créativité. En partant d'un objet et non d'une matière, on peut ainsi intéresser des élèves très divers dans une optique pratique, ludique tout en transmettant des savoirs.

### **2. Intégrer le bloc « apprendre à apprendre » dans le socle français.**

***Pourquoi ?*** Nous avons été très étonné-e-s d'apprendre que le bloc « apprendre à apprendre » n'a pas été intégré à la version française du socle de compétences. Dans un monde qui change si vite, dans lequel une grande partie des métiers que nous exercerons n'existe pas encore, ce manque nous choque. L'intégration du bloc permettra aux individus d'être plus flexibles et de mieux s'adapter aux évolutions futures de la société. Ils pourraient ainsi être plus efficaces, apprendre plus vite et apprendre mieux ce qui permettrait

finalement d'augmenter le niveau scolaire. Enfin, cette intégration permettrait d'harmoniser la France avec l'Union européenne.

**Comment ?** Le socle de compétences intégrerait la catégorie « apprendre à apprendre » en plus des sept composantes actuelles (maîtrise de la langue française, pratique d'une langue vivante étrangère, principaux éléments de mathématiques et de culture scientifique et technologique, techniques usuelles d'information et de communication, culture humaniste, compétences sociales et civiques, autonomie et initiative).

### **LA TEMPORALITÉ DU SOCLE**

#### **3. Fixer la fin de l'instruction obligatoire au moment de la pleine acquisition du socle.**

**Pourquoi ?** L'âge n'est pas pertinent pour juger du degré d'avancement d'un-e élève vers le socle commun. Une fin de l'instruction obligatoire plus souple signifie que l'école s'adapte aux élèves, à leur rythme et que ces dernier-e-s peuvent avancer tout en s'ouvrant vers d'autres activités. Mais tous et toutes doivent atteindre le socle ce qui évite des mauvaises orientations précoces. Cette mesure est un moyen très efficace de lutter contre le décrochage scolaire en permettant aux élèves d'apprendre à leur rythme.

**Comment ?** Ce n'est que lorsque l'élève a obtenu l'ensemble des compétences du socle qu'il peut être libéré de son obligation d'instruction. Cette obtention peut se faire à 14 ans mais aussi à 18 ans par exemple. La personne peut travailler en apprentissage avant la fin de l'obtention du moment qu'elle continue à progresser et à faire valider des compétences.

#### **4. Introduire un droit à la césure.**

**Pourquoi ?** Le système d'éducation français, contrairement à d'autres, ne prend pas ou peu en compte les expériences personnelles comme le voyage ou l'engagement associatif. Pourtant ces activités sont un moyen de découvrir par l'expérience, de réfléchir, de faire une pause, et pourraient constituer une bonne motivation pour la suite de son parcours.

**Comment ?** Ce droit signifie que toute personne peut prendre un moment, une année sabbatique par exemple, pour réaliser un projet personnel qui lui tient à cœur. Cela peut être le voyage, un travail, des études, ou autre. Ce droit devrait être accompagné de mesures permettant son financement dans l'esprit par exemple du volontariat international. Il devrait en outre pouvoir être pris en compte dans l'évaluation du socle commun.

### **LES MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT**

#### **5. Décompartmenter les matières, penser en termes d'objets.**

**Pourquoi ?** L'approche transversale des compétences et des savoirs permet de s'inscrire dans la logique de socle. L'apprentissage se fait aujourd'hui par le biais de matières cloisonnées, qui coupent les interactions et les curiosités. Il en résulte un ennui pour certains élèves et une incompréhension de certains de ceux-ci sur les raisons de leur présence à l'école. L'approche est quantitative et non qualitative. Cette mesure vise à créer de l'émulation entre élèves, à atteindre un équilibre entre transmissions directes de savoir et création et apprentissage coopératif, entre transmission standardisée et individualisée. La proposition permet de dépasser les limites des matières cloisonnées et hermétiques qui empêchent les élèves de penser en termes globaux, créatifs et interactifs.

**Comment ?** Une partie des cours prendrait la forme plus classique de transmissions des savoirs afin de livrer les bases d'une matière. Une autre partie des cours se ferait en mobilisant des connaissances et des compétences diverses autour d'un objet (cf. l'idée de l'école « pudding »). Dans ces ateliers, les groupes seraient composés d'une quinzaine d'élèves qui évolueraient à leur propre rythme et où les plus « rapides » pourraient aider les autres. Exemple : on pourrait avoir un atelier sur les catapultes au Moyen-âge permettant de travailler et d'évaluer des notions de physique, de dessin, de français et d'histoire.

## **6. Mettre en place un système d'entraide aux devoirs en classe.**

**Pourquoi ?** La charge de travail scolaire à faire à la maison en primaire est très importante et il existe une inégalité des chances dans l'aide reçue à la maison pour faire ses devoirs. En outre, l'école ne favorise pas assez la coopération. La mise en place de cette mesure permettrait de favoriser les travaux de groupe dès l'école primaire, de motiver à la réalisation et à la résolution d'exercices scolaires, de travailler de manière coopérative par le biais de travaux en binômes et de laisser l'enfant passer à autre chose quand il rentre chez lui.

**Comment ?** Les devoirs à faire à la maison sont supprimés au primaire au profit de l'aménagement d'une demi-heure en fin de journée de classe dédiée à la réalisation d'un ou plusieurs exercices scolaires à réaliser en binôme (tiré au sort). La correction se fait le lendemain lors de la première demi-heure de classe.

## **LA QUESTION DE L'ÉVALUATION**

### **7. Remplacer les notes à l'école primaire par un système d'évaluation qualitative.**

**Pourquoi ?** Nous avons constaté que le système de notation tel qu'il existe actuellement, ainsi que la pratique du redoublement, sont des outils stigmatisants, fondés sur une idée de compétition. Ils impliquent en partie un conditionnement à l'échec. Ils ignorent parfois des domaines dans lesquels les élèves sont bons, mais qui ne peuvent être évalués par une note dans une matière précise. Nous avons aussi remarqué que les pays qui ont fait le choix de supprimer le système de notation, comme la Finlande, n'en souffrent pas et même qu'ils sont des modèles de réussite. Nos objectifs sont de sortir de ce système non coopératif, de lutter contre l'échec scolaire, d'augmenter l'égalité des chances et de bien vivre sa scolarité. Il s'agit aussi de pouvoir évaluer les compétences de l'élève de manière plus qualitative, ce qui correspond à l'esprit du socle commun. En outre cela permet aux enseignants de mieux observer et suivre les groupes d'élèves, de diversifier les supports d'évaluation et de responsabiliser les élèves.

**Comment ?** Les notes sont remplacées par une évaluation écrite des professeurs sous la forme d'un texte, d'une discussion, d'une auto-évaluation, ou d'une évaluation croisée dont les modalités précises seront à définir.

### **8. Repenser les modalités d'évaluation de l'acquisition des compétences du socle au-delà du primaire.**

**Pourquoi ?** En se basant sur les remarques précédentes faites sur l'évaluation au primaire, nous avons pensé qu'il serait utile de remettre en discussion les modalités d'évaluation au delà du primaire. Nous n'avons pas tranché la question de savoir si les notes devaient disparaître.



**Comment ?** Si la suppression des notes au primaire est un succès il serait bon que les acteurs du monde de l'éducation réfléchissent aux modalités de la mise en place d'une évaluation qualitative au delà du primaire.

### **9. Mettre en place une évaluation bilatérale profs-élèves.**

**Pourquoi ?** À l'heure actuelle, l'évaluation est unilatérale, elle se fait uniquement de l'enseignant vers les élèves. Grâce à l'évaluation, les enseignants seraient mieux en mesure de savoir comment organiser leur enseignement et apprendraient à mieux gérer leurs élèves.

**Comment ?** Les élèves évaluent de manière régulière, avec leur enseignant, les cours qu'ils et elles ont eus, de manière qualitative par une discussion ou des commentaires.

## **LA PORTÉE DU SOCLE**

### **10. Diviser le temps à l'école entre une partie consacrée au socle et une partie plus individuelle.**

**Pourquoi ?** Il existe une forte inégalité vis-à-vis de l'école et de l'acquisition des connaissances générales. Pour les élèves qui sont bons en mathématiques, le moment de la sélection est repoussé le plus loin possible et ils et elles finissent tout de même par avoir le plus grand choix, à l'inverse les élèves les plus faibles sont poussés tôt vers des filières courtes et techniques, plus dévalorisées. Une spécialisation précoce empêche les retours en arrière mais un socle trop ambitieux bloque les choix d'orientation. Cette mesure permet de concilier l'objectif de créer une école pour tous permettant d'atteindre une plus grande égalité des chances et celui de permettre à chacun de faire des choix d'orientation tôt. Cela permet de dépasser la dévalorisation des filières et matières plus techniques qui pourraient faire partie des activités du matin par le socle mais aussi de l'après-midi dans la partie individuelle du temps scolaire.

**Comment ?** Nous proposons la création d'une école dans laquelle l'élève évoluerait de façon individuelle à son propre rythme pour acquérir le socle commun des connaissances et des compétences tout en ayant une dose de liberté pour créer son parcours. Par exemple, la journée serait décomposée en deux temps. Le matin, les élèves travailleraient sur une « matière » du socle et l'après-midi serait consacrée à des ateliers, peut-être plus ludiques, concentrés sur un objet ou une matière plus individuelle.

### **11. Créer des temps permettant aux élèves de réfléchir à leur orientation.**

**Pourquoi ?** L'école d'aujourd'hui est trop hermétique au monde du travail. Elle ne donne pas assez de moyens aux élèves pour être acteurs de leur orientation. Le but est de leur permettre de mieux maîtriser leur orientation sans perdre les bénéfices du socle commun.

**Comment ?** Ces temps seraient à inclure dans la partie individualisée du socle et permettraient aux élèves de penser leur futur. Ils pourraient prendre la forme de rencontres avec des entreprises, des associations ou des administrations afin de s'informer sur les différentes filières et les débouchés.

## **12. Permettre aux élèves de faire valoriser et évaluer des activités associatives.**

**Pourquoi ?** L'école prépare à des diplômes et n'a pas le temps nécessaire pour que chaque élève se découvre lui-même. Les élèves peuvent d'autant moins s'orienter qu'ils et elles ne comprennent pas l'intérêt d'étudier des matières théoriques amputées de leur contexte. Les classes à horaires aménagés ou les classes musicales en milieu défavorisé semblent très bien fonctionner. Cette proposition permettrait de créer un rapport désintéressé au savoir, ce qui favorise la réussite (on réussit plus facilement dans ce qui nous plaît), un apport non négligeable sur le plan humain, la vie en société, un approfondissement de ce qu'on apprécie déjà, et la découverte de nos intérêts voire des vocations qui seraient reconnues par le système éducatif.

**Comment ?** Cette mesure viserait par exemple à permettre aux élèves de s'engager dans une association ou de créer une association. Il faudrait aménager des horaires pour ces activités et inciter à la participation à la vie associative. Ensuite ces activités rentreraient dans l'évaluation de l'acquisition des compétences du socle.

## **13. Permettre aux élèves de faire valoriser et évaluer des activités professionnelles.**

**Pourquoi ?** Comme indiqué précédemment, l'école prépare à des diplômes et n'a pas le temps nécessaire pour que chaque élève se découvre lui-même. Les élèves peuvent d'autant moins s'orienter qu'ils ne comprennent pas l'intérêt d'étudier des matières théoriques amputées de leur contexte. Cette proposition permettrait de renforcer la marge de choix des élèves dans leur orientation et permettrait de revaloriser les savoir-faire professionnels, techniques et artisanaux qui seraient reconnus par le système éducatif.

**Comment ?** Cette mesure est dans le même esprit que la précédente et viserait à permettre aux élèves de faire reconnaître leurs stages et les compétences qu'ils y ont acquises dans le cadre du socle.

### **LES CONDITIONS DE RÉALISATION**

## **14. Repenser la formation des enseignants.**

**Pourquoi ?** Les enseignant-e-s sont lâché-e-s dans des classes sans formation pédagogique. Leur savoir est celui d'experts et ils et elles ne savent pas toujours comment le faire passer de manière motivante aux élèves. Il n'existe en outre pas forcément de lien entre le diplôme et la discipline enseignée. De plus, les enseignant-e-s sont très cadré-e-s dans l'exercice de leur profession par l'existence d'un programme lourd et obligatoire qui limite leur marge d'action et de créativité pédagogique. La mesure vise à améliorer l'ensemble du système scolaire, en autorisant une réelle mise en place du socle, en luttant contre le décrochage scolaire en intéressant les élèves, et en donnant une réelle formation pour ce métier afin de livrer de meilleures conditions de travail aux enseignant-e-s et de leur offrir plus d'autonomie. Cela aurait en outre pour effet de désengorger les masters au profit de ceux qui ne veulent pas être enseignant-e-s.

**Comment ?** Apporter une vraie formation pédagogique et adéquate aux enseignant-e-s en remettant en place le passage par l'IUFM (niveau licence et ensuite formation pédagogique de 2 ans en alternance) avec une réforme de son enseignement.

## **15. Faire de l'école un lieu démocratique et attrayant, un lieu de vie.**

**Pourquoi ?** L'école est fortement déconnectée de la vie personnelle de l'élève, il existe une trop grande compétition entre élèves et des problèmes de violence et d'indiscipline. L'école n'est absolument pas un lieu de vie. Certaines personnes ont peur d'y aller. Cette mesure vise à mettre en place une vision latérale de l'école qui valorise le développement de l'esprit d'équipe et qui atténue l'esprit de compétition. Elle apporte une pierre à la création d'une école qui soit un lieu de vie dans lequel les élèves aient envie d'être et qui soit plus ancrée dans la société qui l'entoure.

**Comment ?** Le mercredi pourrait devenir un jour de l'école dans la cité, et celle-ci serait ouverte à l'ensemble des acteurs (familles, associations, élèves).

## **II - L'EDUCATION ET L'ENSEIGNEMENT AU-DELA DU SOCLE**

**Nous avons constaté, et pour certain-e-s d'entre nous vécu, la dévalorisation des filières courtes, comme l'apprentissage, par rapport aux filières générales. Nous avons aussi affirmé que l'enseignement et l'éducation sont pour nous une activité de toute la vie. Nous avons souvent abordé la question des études supérieures et avons compris qu'il existait de nombreuses questions et controverses à ce niveau, mais nous n'avons pas pu aller au bout des débats afin de formuler des propositions. En outre, nous avons décidé de nous concentrer sur l'enseignement primaire et secondaire qui nous semble plus central dans le cadre d'une réforme de l'éducation. C'est en commençant là que l'on pourra progressivement réformer les autres pièces du système éducatif et d'enseignement.**

### **16. Un droit à la réorientation.**

**Pourquoi ?** Une orientation réalisée trop tôt ou un choix trop radical de filière enferme aujourd'hui les individus sans possibilités de retour. Au vu des évolutions rapides de la société et des savoirs et des métiers, cet enfermement est un drame. Chaque individu devrait pouvoir être maître de son activité et assouvir sa soif de connaissances tout au long de la vie : c'est le but de cette mesure qui reste à préciser. Le droit à la réorientation vise à réparer les erreurs que peuvent faire ou que subissent les individus dans leur parcours éducatif. Nous voulons que toutes les filières, courtes ou longues, techniques ou générales, soient considérées de même valeur.

**Comment ?** Cette proposition découle des objectifs généraux à savoir la possibilité de s'orienter et de se réorienter si l'on a choisi une voie qui finalement ne nous convient pas ou si nos centres d'intérêt changent. Il s'agit ici de créer des passerelles plus fortes entre les filières et de réaliser enfin la possibilité de se former tout au long de la vie. Nous savons que ce sujet est complexe et nous n'avons pas pu aller plus dans le détail. Mais nous tenons à affirmer le principe de ce droit et nous invitons les responsables politiques et les acteurs de l'éducation à œuvrer à sa réalisation.

### **17. Créer des centres d'information sur les modalités et possibilités d'apprentissage.**

**Pourquoi ?** L'apprentissage est moins visible que d'autres filières alors que les besoins en apprentis existent. Mais ces filières sont dévalorisées. Par cette mesure nous voulons

redonner à l'apprentissage ses lettres de noblesse et permettre aux candidats à l'apprentissage de trouver un soutien.

**Comment ?** Il faudrait commencer par centraliser les informations dans ce domaine sur le modèle du site « lapprenti.com »<sup>1</sup>. En outre, la création de centres au niveau régional pourrait regrouper l'ensemble de ces renseignements mais également comporter un espace d'orientation et un lieu d'échange entre jeunes, professionnels et apprentis (journée découverte). Il pourrait aussi être le lieu d'information pour les réorientations.

### **18. Renforcer la place des travaux oraux et des langues étrangères en apprentissage.**

**Pourquoi ?** Les formations d'apprentissage ne forment pas toujours à l'exercice de présentation orale, et ne proposent pas systématiquement de cours de langues qui sont pourtant nécessaires dans ces filières ne serait-ce que pour des entretiens d'embauche.

**Comment ?** Nous proposons donc de renforcer la place de ces enseignements avec par exemple des cours de langues appliquées (par exemple dans une formation à l'électricité travailler sur le vocabulaire nécessaire au champ lexical de l'électricité).

---

<sup>1</sup>

« L'apprenti.com est un média d'information privé et indépendant créé en 2000 pour apporter au public une information objective sur les événements liés à l'apprentissage, témoigner, promouvoir et tenter d'éclairer d'un regard nouveau l'environnement économique, culturel et politique de l'apprentissage. » <http://www.lapprenti.com/pub/present.asp>

# ÉCONOMIE

---

*« Dans quelle économie voulons-nous vivre ? »*

## **NOS CONSTATS ET NOS QUESTIONS SUR LA SITUATION ACTUELLE**

Nous sommes conscient-e-s d'être, d'une manière ou d'une autre, acteurs de l'économie. Déjà enfant, lorsque nous achetons un jouet ou une sucrerie, nous agissons dans l'économie. Nous avons tous et toutes besoin d'argent pour vivre, et nous avons besoin de gérer nos ressources financières, quelles qu'elles soient.

Néanmoins, l'économie nous paraît un sujet complexe et nous nous interrogeons : sommes-nous dans ou hors de l'économie ? Avons-nous une capacité de l'influencer ? Avons-nous un choix, un pouvoir ? Comment saisir et nous saisir de ce qui se passe ? La plupart d'entre nous ne comprennent pas les discours et les publications, dans lesquels tout est dit et écrit sur le ton de l'évidence.

Cela nous donne le sentiment que ce sujet n'est pas pour nous ; cela nourrit un sentiment d'incompétence ; cela nous éloigne de l'économie qui pourtant occupe l'avant-scène de l'actualité chaque jour. Notre sentiment partagé, c'est celui de subir sans comprendre, ce qui conduit à laisser le pouvoir aux dirigeants, aux experts, à ceux qui montrent qu'ils savent.

Nous voulons comprendre, nous voulons nous sentir compétent-e-s et parties prenantes de l'économie.

Nous constatons que des questions importantes restent aujourd'hui sans réponse, que des solutions parfois radicalement différentes existent, sans qu'il puisse être dit de manière évidente qu'une solution est plus appropriée qu'une autre. Nous pouvons réagir intuitivement, avec ce qui nous paraît utile ou pas, ce qui nous paraît risqué ou non, intéressant ou inintéressant. Mais il reste difficile dans notre vie de tous les jours, d'avoir des avis argumentés et définitifs sur ces solutions.

Ce qui nous frappe, c'est que la plupart de ces problèmes sont connus, que chacun se dit « oui, il faudrait y répondre tout de suite ». Pourquoi n'arrivons-nous pas à progresser ? Certain-e-s d'entre nous ont ainsi le sentiment que le système économique est tellement complexe que seulement une petite partie de la population peut en profiter.

De même, nous avons du mal à percevoir une réelle différence entre les positions des principales formations politiques. Nous avons le sentiment que ce sont d'abord les grandes entreprises, les banques qui influencent le plus l'économie, et que cela entretient un flou autour des décisions et des décideurs réels.

Nous retenons des rencontres que nous avons faites avec les intervenants et des échanges entre nous qui ont suivi, quelques points fondamentaux :

- Nous nous sommes interrogé-e-s sur la question de savoir si aujourd'hui, ce sont le système financier et les agences de notations qui contrôlent l'Europe et la France,

voire qui placent des gouvernements « apolitiques » au pouvoir, ou même non élus comme en Grèce ou en Italie.

- La France a des atouts (bonne formation, système de santé, forte productivité, haut niveau de services publics), des possibilités d'action. Il y a aussi des choses qui ne marchent pas, des choix qui sont faits en dehors des personnes concernées (les retraites) ; comment comprendre qu'il y ait autant de chômage et en même temps des entreprises qui ne trouvent pas de personnel correspondant à leurs besoins ?
- Les marges de manœuvre sont de plus en plus au niveau de l'Union européenne, par exemple par le développement de grands programmes industriels européens dont bénéficient plusieurs pays ; en même temps, des moyens d'action existent au niveau local, avec des initiatives de relocalisation de l'activité et de développement de circuits économiques locaux.
- L'économie ne peut pas être perçue uniquement comme une science. L'économie, c'est un ensemble de choix politiques. Et un même problème économique peut susciter des visions et des réponses diamétralement opposées, sans qu'on puisse certifier *a priori* que l'une est plus exacte que l'autre.
- Les enjeux du développement durable sont importants : il s'agit de prendre en compte l'impact de l'économie sur les ressources, la santé, la société, les générations futures. Il y a un besoin d'imaginer des approches nouvelles, de nouveaux espaces de négociation, d'installer des rapports de force pour aller vers des solutions autres et partagées.

### **CE QUE NOUS VOULONS CHANGER DANS L'ÉCONOMIE**

Comment pouvons-nous nous sentir acteurs à part entière de l'économie ? Comment rendre ce domaine accessible à tous ? Comment retrouver confiance dans l'économie ? Comment se réapproprier un discours sur l'économie et sortir de ce sentiment de confiscation ?

Nous avons travaillé autour de quatre grands axes : la compréhension de l'économie, le travail et la place de chacun, la répartition des richesses et la solidarité, la transformation de l'économie.

De nos travaux nous avons extrait quatre grandes perspectives qui dessinent les changements que nous souhaitons porter et voir portés dans l'économie. Nous voulons vivre dans une économie qui soit plus verte (1), plus juste (2), plus démocratique et transparente (3), plus ouverte sur le monde mais régulée (4). Nous avons 16 grandes propositions, détaillées en plusieurs modalités d'application.

# I - UNE ÉCONOMIE PLUS VERTE

L'économie dans laquelle nous vivons est dominée par une recherche de plus en plus forte de la productivité à outrance, sans prendre en considération les limites humaines et celles de nos ressources naturelles. Nous percevons que le mode de vie occidental ne peut pas être généralisé à l'ensemble de la planète. Poursuivre ainsi ne nous paraît pas être une option viable. Le discours ambiant sur une économie en crise depuis les années 1970 n'est pas satisfaisant et n'incite pas à prendre en compte la crise actuelle et ses impacts. Nous abordons ici la conversion écologique de notre économie, une conversion porteuse de profonds changements et de perspectives positives. Nous voulons trouver des voies pour remettre l'économie au service de la société, en prenant en compte les générations futures.

Nos propositions :

- 1 - L'évolution des mentalités.
- 2 - La conversion écologique, un choix prioritaire et partagé avec la population.
- 3 - Le développement des métiers de demain pour retrouver de l'emploi.

## 1. L'ÉVOLUTION DES MENTALITÉS

Modalités d'application :

- Sortir de l'incitation permanente à la surconsommation et de la course au profit.
- Développer les usages communs (voitures, pièces dans les habitats collectifs).
- Développer l'engagement dans la vie associative.
- Organiser une grande campagne pour interroger nos modes de consommation.

**Pourquoi ?** Nous constatons une surconsommation, une mise en danger de la planète et des êtres humains par les modes actuels de consommation. La conversion écologique de l'économie implique des secteurs de l'économie qui vont décroître, et d'autres qui vont se développer.

De nouvelles possibilités d'emploi vont apparaître, et cela devrait soutenir l'évolution des mentalités. Ce ne sont pas les moyens qui manquent, il y a un besoin de faire évoluer les mentalités. Il y a actuellement une incitation permanente à la surconsommation. Du côté des entreprises, il y a la course au profit. Nous considérons que cela doit changer.

**Comment ?** Il est nécessaire de prendre du recul sur la consommation et les priorités. Il est possible de réorienter les ressources que l'on consacre actuellement à la consommation inutile vers des consommations qui font bouger les gens dans leur approche. Par exemple, rencontrer les autres dans des formes de tourisme intelligent (se mêler à la culture des autres, découvrir d'autres pays...), ce qui peut aussi avoir des impacts positifs sur les autres économies.

Ces nouveaux modes de consommation offrent des possibilités nouvelles, comme par exemple partager des voitures dans un quartier, des services dans des logements collectifs.

Le développement d'usages communs nous semble une des solutions à la surconsommation : une économie d'usage, plus coopérative, par opposition à l'économie de propriété, plus individualiste. Le développement de l'engagement dans la vie associative pourra aussi contribuer au changement de mentalité, parce que cela soutient la communication entre les personnes, les liens et le rapport social. Les messages passent par là aussi.

Les responsables d'entreprises doivent comprendre qu'ils ont intérêt à modifier leurs priorités. Nous avons pu voir par exemple que le bio s'est développé progressivement par l'augmentation du nombre d'agriculteurs bio, avec des consommateurs, puis une diffusion progressive et le soutien des médias.

Nous proposons de faire des campagnes de sensibilisation qui interrogent les modes de consommation et qui sensibilisent à des perspectives nouvelles. Nous pensons qu'il faut aussi inciter par des bonus les entreprises qui ne polluent pas, qui sont actives dans cette nouvelle économie, et imposer les autres par des pénalités.

## ***2. LA CONVERSION ÉCOLOGIQUE, UN CHOIX PRIORITAIRE ET PARTAGÉ AVEC LA POPULATION***

### **Modalités d'application :**

- Faire de la conversion écologique une priorité, à travers une décision politique partagée avec la population.
- Trouver des alternatives aux carburants fossiles ou énergies non renouvelables, dont le nucléaire et le pétrole.
- Débloquer des fonds pour la recherche, le logement, le transport, la formation, le soutien aux entreprises... en accord avec une politique de développement durable.
- Diffuser des modes de transport alternatifs à l'usage individuel de la voiture au-delà des grandes agglomérations.
- Faciliter les démarches administratives et les financements, notamment pour les constructions et rénovations d'habitation qui intègrent les logiques de l'économie plus verte.
- Soutenir la conversion des emplois.
- Renforcer le système de bonus/malus pour les entreprises selon leur impact sur l'environnement et leur contribution à l'économie nouvelle.

**Pourquoi ?** Nous constatons que la France dépend actuellement des énergies fossiles, des ressources aux stocks limités et polluantes. Nous considérons que cela doit changer et qu'il faut sortir au plus vite de la dépendance au pétrole, au charbon et au nucléaire. Il est important d'atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2020 lors du Grenelle de l'environnement (production énergétique plus décentralisée, moins carbonée : 20 à 25% d'énergies renouvelables ; réduction des émissions de CO2 et des émissions polluantes).



Suite aux évènements du Japon en 2011, nous pensons important de se détacher du nucléaire, et donc de trouver des alternatives. On estime aujourd'hui qu'il nous faudrait 40 ans pour en sortir. Le problème des déchets n'est cependant pas résolu.

Aujourd'hui, on sait qu'on doit changer ses habitudes, mais quelles sont les réelles alternatives ? Si l'un d'entre nous décide de se passer du pétrole ou du nucléaire, quels sont les choix en pratique ?

**Comment ?** Actuellement, il existe des aides financières (défiscalisation), pour les personnes qui souhaitent moderniser leur habitat dans une optique de développement durable. Cependant ceci reste assez faible et la diffusion d'informations n'est pas assez développée. Nous souhaitons que toute nouvelle construction utilise les nouvelles technologies, y compris la production d'énergie (panneaux solaires, géothermie...).

Nous nous interrogeons sur les choix politiques en matière industrielle : l'industrie française est-elle en pointe dans le domaine des nouvelles énergies ? Nous avons l'impression que d'autres pays européens comme l'Espagne et l'Allemagne sont devant la France.

Au niveau des transports, des modes de déplacement plus écologiques existent : autolib', vélib', covoiturage... Nous aimerions qu'ils soient plus diffusés, en dehors des grandes villes. Nous proposons des campagnes de sensibilisation, mettant en avant des faits montrant l'impact sur la ville, les économies possibles, la pollution évitée globalement.

Nous voulons accélérer les nouvelles pratiques et aller plus vite dans cette nouvelle économie. Cela va créer de l'emploi, diminuer les impacts, faciliter la sortie du nucléaire. Des campagnes de sensibilisation qui interrogent les modes de consommation sont nécessaires, pour sensibiliser aux perspectives nouvelles.

Nous proposons qu'un choix politique soit fait et partagé avec la population.

Nous proposons également de débloquer des fonds de la part de l'Etat et d'accorder des subventions pour une recherche orientée vers cette économie verte.

### **3. LE DÉVELOPPEMENT DES MÉTIERS DE DEMAIN POUR RETROUVER DE L'EMPLOI**

#### **Modalités d'application :**

- Débloquer des investissements publics dans les secteurs d'avenir.
- Organiser une campagne d'information permanente sur ces investissements, sur ces secteurs.
- Assurer la formation continue et initiale pour ces nouveaux métiers.
- Favoriser la production française, notamment agricole.
- Exporter un savoir-faire, développer des domaines d'excellence.

**Pourquoi ?** Le problème du chômage persiste et s'aggrave en France. Notre pays souffre d'une baisse d'activité, de désindustrialisation, de délocalisations. Selon nous, il y a un manque d'investissement dans la recherche et le développement de nouveaux secteurs d'activités tournés vers l'avenir. Tout comme il y a un manque d'information pour les jeunes qui aimeraient s'orienter vers ces filières porteuses de débouchés.

Pour réduire le chômage, il faut d'abord penser la reconversion des emplois liés aux industries déclinantes. Par exemple, en cas de sortie du nucléaire, nous aurions une opportunité de développer une expertise et un savoir-faire forts dans le démantèlement et la dépollution des sites.

**Comment ?** D'une manière générale, l'idée est de réindustrialiser intelligemment la France, de permettre l'émergence de secteurs d'excellence français et européens (par exemple, dans les énergies renouvelables et les technologies de l'information et de la communication) et d'encourager les domaines appelés à recruter fortement comme les services à la personne.

Enfin, il nous paraît important de favoriser les produits français, lorsque ceux-ci pourraient être produits à qualité équivalente en France, notamment en ce qui concerne les produits agro-alimentaires et les matières premières agricoles.

Cette ambition doit se traduire par le financement d'investissements afin de développer ces secteurs. Pour nous, la France doit pouvoir se spécialiser dans des domaines d'excellence, afin de pouvoir exporter son savoir-faire au-delà de ce qui se fait aujourd'hui.

Il est également important de planifier à l'avance la reconversion des entreprises dans la nouvelle économie, de penser la formation continue des travailleurs et la formation initiale des étudiants dans cette perspective.

Des campagnes d'information devraient à la fois informer sur les types d'investissement réalisés (quels secteurs ? quels montants ?) et sur les secteurs qui embaucheront à l'avenir, afin de permettre l'adéquation entre offre et demande sur le marché du travail.

## **II - UNE ÉCONOMIE PLUS JUSTE**

**Nous voulons d'une économie qui offre des emplois à chacun, une économie dans laquelle nous trouvons notre place sans nous sentir exclu-e-s ou « au bord du chemin » pendant des années. Nous voulons retrouver un sentiment de confiance partagé, nous tenons aux mécanismes de solidarité dans notre société.**

**Nos propositions :**

- 4 - L'entrée facilitée des jeunes dans la vie active.**
- 5 - Un meilleur équilibre entre actionnaires et salariés.**
- 6 - La lutte contre les fraudes**
- 7 – La lutte contre les paradis fiscaux**
- 8 – Un système d'aides sociales moins complexe**

#### **4. L'ENTRÉE FACILITÉE DES JEUNES DANS LA VIE ACTIVE (ACCÈS À UN TRAVAIL, À UN LOGEMENT)**

##### **Modalités d'application :**

- Faire respecter la législation sur les contrats de travail (CDI, CDD, stages...)
- Assurer la construction de nouveaux logements.
- Encadrer la hausse des loyers et la spéculation immobilière.

**Pourquoi ?** Nous constatons aujourd'hui que les jeunes ont des difficultés à rentrer dans la vie active, c'est-à-dire à accéder à un emploi stable, à un logement... L'accès à l'autonomie est rendue difficile, et les difficultés s'alimentent mutuellement : ne pas avoir d'emploi à durée indéterminée rend plus difficile la location d'un appartement ou l'accès au crédit, ne pas pouvoir se loger complique la recherche d'un emploi...

Au sujet de l'emploi, nous pensons que les abus sont nombreux, notamment en ce qui concerne les contrats de travail qui ont perdu de leur fonction initiale : les Contrats à durée déterminée (CDD) sont abusivement renouvelés malgré la législation en vigueur qui est peu appliquée. Par exemple, il est fréquent de requalifier un poste pour pouvoir enchaîner le recours aux CDD. De plus, les stages qui sont censés permettre à un étudiant de se former sont souvent utilisés pour faire le travail d'un salarié à part entière.

Nous souhaitons pallier en priorité ces deux aspects d'un même problème : l'emploi et le logement.

**Comment ?** Notre proposition est tout d'abord de revoir la législation en matière de contrat de travail qui est trop facilement contournée. Les critères de justification pourraient être précisés (délai de carence, charge de travail ponctuelle...) et les moyens de l'inspection du travail renforcés, ils nous apparaissent insuffisants aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de supprimer le Contrat de travail à durée déterminée, mais de lui rendre sa fonction première en limitant les abus : salariés qui enchaînent ce type de contrat, entreprises qui ne regroupent que des contrats précaires ou des intérimaires dans leur masse salariale.

Nous avons également conscience que même l'accès à un Contrat à durée indéterminée (CDI) n'est pas suffisant pour réussir à assumer un loyer et les charges dans certaines villes.

Nous proposons donc aussi de relancer la construction de logements à des prix accessibles afin d'équilibrer l'offre par rapport à la demande sur le marché de l'immobilier, et d'arrêter la hausse des loyers.

Nous sommes favorables à l'instauration d'une législation semblable au « miroir des loyers »<sup>2</sup> qui a cours en Allemagne afin de lutter contre la spéculation immobilière.

<sup>2</sup>

« Ce cadastre des loyers fixe des seuils locaux dans l'augmentation des loyers sur la base de la valeur d'usage : le prix de location dépend pour l'essentiel de la taille, de la situation, de l'année de construction et de l'aménagement du logement. Le Mietspiegel ("miroir des loyers") a une double fonction : il reflète l'état du marché locatif dans une zone géographique et à un moment donné, et il encadre strictement l'évolution de ce marché, limitant les hausses éventuelles de loyers à ce qui se pratique déjà dans la zone. Il joue donc un rôle de rétro-contrôle. (...) Les hausses de loyer en cours de bail

## **5. UN MEILLEUR ÉQUILIBRE ENTRE ACTIONNAIRES ET SALARIÉS**

### **Modalités d'application :**

- Plafonner les dividendes versées aux actionnaires pour un meilleur équilibre avec les salariés

**Pourquoi ?** Nous observons une tendance qui nous pose problème : les grandes entreprises versent une part de plus en plus importante de leurs bénéfices aux actionnaires, sous forme de dividendes. À l'inverse, les salaires augmentent peu. De plus, cette situation entraîne également une précarisation de l'emploi, avec un recours de plus en plus important à des emplois à temps partiel, des CDD et de l'intérim.

Cette situation, où le capital est davantage rémunéré que le travail, nous semble à la fois injustifiée et injuste.

**Comment ?** Nous pensons nécessaire de réduire les inégalités et d'aller vers une répartition plus juste des richesses. Nous proposons de plafonner les dividendes versées aux actionnaires, et que l'argent ainsi dégagé soit repartagé entre les salaires des personnes qui travaillent dans l'entreprise.

## **6. LA LUTTE CONTRE LES FRAUDES**

### **Modalités d'application :**

- Lutter contre les fraudes fiscales et sociales
- Informer les citoyens (communiquer les objectifs, les résultats de la lutte contre les fraudes)

**Pourquoi ?** En 2007, les fraudes en France ont représenté entre 35 et 40 milliards d'euros d'après une estimation de la Cour des comptes.

De plus, nous avons constaté que les fraudes les plus importantes ne sont pas forcément celles auxquelles on pense. En effet, au quotidien, on parle très souvent de la fraude aux prestations sociales. Si celle-ci existe bien, elle représente seulement entre 5 et 7,5% du montant total des fraudes. Nous avons constaté que la fraude la plus importante est la fraude fiscale, qui représente environ entre 58 et 64% des fraudes.

Lutter contre la fraude nous semble important pour des raisons d'éthique, d'équité et de justice sociale. Il s'agit de favoriser l'égalité réelle entre les citoyens : nous sommes tous et toutes soumis-e-s aux mêmes règles et il est important que tous les respectent. Ce sont aussi des ressources qui peuvent être mobilisées pour financer des budgets, rembourser la dette publique ou renforcer le budget européen.

**Comment ?** Les moyens mis en œuvre par le gouvernement pour ce faire doivent être plus importants.

---

sont d'une part limitées par la valeur du Mietspiegel concerné et, d'autre part, ne peuvent pas dépasser 20 % sur trois ans. Toutes les hausses de loyer nécessitent l'accord des locataires. Les propriétaires peuvent toutefois aller en justice pour tenter d'obtenir les hausses autorisées. (...)Le Mietspiegel est une véritable arme pour la protection des locataires : ils l'utilisent d'ailleurs largement, notamment grâce aux associations de locataires. Leurs avocats savent dire très rapidement si une hausse de loyer est légale ou non, et peuvent donc engager sans difficulté des poursuites contre un propriétaire indélicat. »  
<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7683.html>

Les actions menées dans cet objectif, ainsi que les résultats obtenus, doivent être communiqués aux citoyens. Beaucoup ont des impressions fausses sur les fraudes, et cela alimente la perte de confiance au sein de la société. La fraude sociale est parfois perçue comme étant omniprésente et très importante, alors que la fraude fiscale, moins visible, est beaucoup plus forte en termes de montants. Il y a ainsi besoin de lutter contre toutes les formes de fraude.

## **7. LA LUTTE CONTRE LES PARADIS FISCAUX**

### ***Modalités d'application :***

- Arrêter l'évasion fiscale, les paradis fiscaux
- Informer les citoyens (communiquer les objectifs, les résultats de la lutte contre l'évasion fiscale)

**Pourquoi ?** Nous avons dans notre proposition précédente parlé de fraude. Nous voulons souligner par ailleurs qu'un autre sujet nous semble important : celui de l'évasion fiscale, et notamment des paradis fiscaux, contre lesquels il faudrait également lutter, pour les mêmes raisons.

**Comment ?** Nous souhaiterions que la France donne l'impulsion nécessaire pour que ce sujet soit traité avec plus de rapidité et plus de conviction à l'échelon international.

## **8. UN SYSTÈME D'AIDES SOCIALES MOINS COMPLEXE**

### ***Modalités d'application :***

- Aller vers un système avec moins d'aides différentes.
- Eviter les effets de seuil.

**Pourquoi ?** En France le système d'aide sociale est important et les aides sont nombreuses. Nous sommes attachés à cette solidarité, mais nous constatons que la complexité du système crée parfois un sentiment d'injustice. Là encore, il y a un souci d'équité entre les différents citoyens. Il faudrait redistribuer les aides sur base de critères proportionnels au lieu de créer des tranches, pour éviter les effets de seuil créant un fort sentiment d'injustice. Par effet de seuil, nous entendons que les aides sont attribuées en fonction d'une limite de revenu, ce qui implique que des personnes gagnant un peu plus que cette limite se voient privées de toute aide, alors que leur situation est peu éloignée de ceux qui peuvent prétendre à cette aide. Nous connaissons notamment cette situation avec les bourses pour les étudiants.

**Comment ?** En redistribuant et en répartissant plus justement les aides sociales, l'argument est de simplifier le système et de le rendre plus transparent (nous sommes favorables à l'ouverture des données publiques, dans le cadre de programmes appelés « open data », c'est-à-dire la mise à disposition pour tous, de toutes les données disponibles par l'État et les collectivités, en combinaison avec le développement d'applications permettant à toutes les personnes intéressées de les utiliser pratiquement), pas tant de redistribuer autrement.

L'argent sera ainsi mieux utilisé et il n'y aura plus cette impression que l'on paie des impôts pour rien.

Il faudrait réorganiser un système moins complexe. Il serait éventuellement intéressant de diminuer le nombre d'aides différentes et, en instaurant un système reposant sur plus de proportionnalité, d'avoir des aides mieux redistribuées selon les besoins et les revenus des familles.

Pour pouvoir garder un système social aussi attentif aux besoins des citoyens, tout le monde se doit d'accepter éventuellement les limitations, voire les suppressions de certaines aides. La caisse de sécurité sociale est une caisse commune, il est du devoir du citoyen de ne pas abuser de ces aides sociales. Il appartient ainsi à chacun d'accepter de consacrer une part de son budget à la solidarité nationale.

### **III - UNE ÉCONOMIE PLUS DÉMOCRATIQUE ET PLUS TRANSPARENTE**

L'économie est un sujet complexe qui concerne tous les citoyen-ne-s. Nous nous interrogeons sur le contrôle démocratique du système financier, des banques et plus largement de l'économie. Comment accroître la participation des salariés aux décisions dans l'entreprise ? Comment rendre publiques les données pour permettre d'améliorer l'information des citoyens et pour s'assurer de la lisibilité de ces informations pour le plus grand nombre ? Le manque de lisibilité alimente un sentiment de méfiance et inquiète. C'est pour cette raison que selon nous l'économie doit être plus transparente pour être plus démocratique, ces deux objectifs participant d'un même mouvement : l'appropriation des questions économiques par les citoyens.

#### **Nos propositions**

**9 - Des moyens pour comprendre l'économie**

**10 - La transparence des finances publiques et de l'économie**

**11 – La participation des salariés aux décisions de l'entreprise**

**12 – L'actionnariat salarié**

**13 - L'économie sociale et solidaire**

#### **9. DES MOYENS POUR COMPRENDRE L'ÉCONOMIE**

##### ***Modalités d'application :***

- Instaurer des cours d'économie au primaire et au collège.
- Avoir des journées de l'économie sur le modèle des journées du patrimoine.

**Pourquoi ?** Nous avons un sentiment d'incompréhension du monde économique ; on vit dedans sans le comprendre alors qu'on en parle tous les jours dans les médias. On a souvent l'impression d'avoir des gens qui en parlent comme des savants qui parlent d'un

domaine inaccessible ou réservé à une minorité. Or une des manières de nous intégrer dans l'économie c'est de nous permettre de la comprendre.

**Comment ?** Nous proposons d'instaurer des cours ludiques à l'école primaire et des cours plus concrets au collège. Nous voulons un programme qui respecte la neutralité et les différents points de vue en présence. C'est une approche neutre qui doit aider à se construire progressivement un regard critique. Les notions de base doivent être comprises.

Des journées « portes ouvertes de l'économie », avec visite des entreprises, pourraient être organisées sur le modèle des Journées du patrimoine. Les médias pourraient aussi rendre l'économie plus accessible et plus concrète. Pourquoi pas des chroniques économiques dans les médias populaires, et non pas uniquement dans la presse d'information et la presse spécialisée ?

## **10. LA TRANSPARENCE DES FINANCES PUBLIQUES ET DE L'ÉCONOMIE**

### **Modalités d'application :**

- Avoir un rendez-vous télévisé annuel du président de la République pour rendre compte de l'usage des finances publiques.
- Permettre un droit de regard sur les banques et les grandes entreprises.
- Promouvoir la transparence sur les liens entre entreprises et politiques.

**Pourquoi ?** Nous voulons savoir où va notre argent. Nos impôts c'est notre investissement. Nous voulons renforcer le sentiment de sécurité et le sentiment d'intérêt général dans la population. Quand on ne sait pas, on se méfie.

Nous voulons aussi que, si quelque chose ne va pas, les citoyens puissent se retrouver engagés dans une forme de contestation nationale. Nous voulons éviter par cette transparence ce qui s'est passé en Islande, et aussi, nous voulons nous inspirer du modèle de contestation démocratique islandais qui s'est développé en réaction, une fois que l'information a été portée à connaissance de la population.

**Comment ?** Nous savons que les chiffres existent mais ils ne sont pas diffusés de manière à être compris par tous. Par exemple, nous voudrions un rendez-vous annuel entre le Président de la République et les Français, pourquoi pas au journal télévisé de 20 heures et sur les chaînes de radio, au cours duquel il rende compte de l'utilisation de l'argent par l'État.

Si les citoyen-e-s sont davantage acteurs des finances de l'État, ils et elles auront un droit de regard plus important : c'est un peu comme si l'on devenait actionnaire afin de conduire l'État à agir autrement.

Nous nous demandons si on peut étendre cette proposition de droit de regard aux grandes entreprises, aux grandes banques et institutions financières. Les banquiers ont un droit de regard sur les comptes d'un ménage, d'une entreprise ou de l'État. Pourquoi les citoyens ne pourraient-ils pas avoir ce droit de regard sur les banques ? Pourquoi ne pas intégrer les citoyens dans la gouvernance des banques en créant des quotas leur donnant une place dans les organes de gestion des banques et institutions financières ?

Cela nous permettrait d'avoir la transparence sur l'usage de notre argent. Pour quoi est-il utilisé? Dans quoi est-il investi ? Est-il utilisé pour changer l'économie ? Cela augmenterait la confiance et accélérerait les changements, dans le respect de valeurs et principes reconnus par tous. Par exemple si en tant que client-e on apprend que sa banque soutient l'industrie de l'armement, on peut décider d'en changer.

Le fonctionnement des entreprises nous intéresse aussi pour comprendre leurs moyens de productions, leurs valeurs, leurs choix. Nous voulons aussi de la transparence sur les liens entre les entreprises et la politique. Il y a besoin de commissions de contrôle indépendantes.

## **11. LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX DÉCISIONS DE L'ENTREPRISE**

### **Modalités d'application :**

- Rendre obligatoire la participation des salarié-e-s aux décisions de l'entreprise au sein du conseil d'administration.

**Pourquoi ?** Les actionnaires, quels qu'ils soient, sont trop souvent porteurs d'une vision à court terme de l'entreprise, guidée par la recherche du profit immédiat et maximum. Nous pensons que les salarié-e-s pourraient faire valoir d'autres priorités au sein des conseils d'administration (CA). Ils et elles seraient davantage mu-e-s par la prise en compte des intérêts à moyen et long termes du développement de l'entreprise.

**Comment ?** Leur présence au CA favoriserait la prise en considération de leurs points de vue. Il nous semble qu'elle permettrait donc une évolution positive de l'entreprise et favoriserait des choix plus durables.

Une telle proposition permettrait également de motiver les salarié-e-s et de favoriser leur implication dans l'entreprise, dans la mesure où ils et elles seraient associés aux décisions.

Nous proposons donc de rendre obligatoire une participation des salarié-e-s au sein du CA des entreprises, en fixant un seuil minimum.

## **12. L'ACTIONNARIAT SALARIÉ**

### **Modalités d'application :**

- Favoriser l'actionnariat salarié : réserver une part des actions aux salariés.

**Pourquoi ?** Pour renforcer la participation des salarié-e-s à la prise de décisions nous proposons également de développer, voire de systématiser, l'actionnariat salarié. Cela renforcerait également la motivation des salarié-e-s : d'une part, en étant associé aux décisions et en bénéficiant de plus de transparence, cela crée un sentiment différent pour les membres du personnel, une relation autre au travail et une valorisation de son sens ; d'autre part, cela devrait favoriser une répartition plus juste et plus motivante des bénéfices. Les salarié-e--actionnaires seront mieux informés et auront une meilleure prise sur les décisions, notamment celles relatives à la répartition des bénéfices générés par l'entreprise.

**Comment ?** Nous proposons donc de réserver de façon obligatoire une part des actions de l'entreprise aux salarié-e-s. Le nombre maximum d'actions par salarié-e sera plafonné. Les actions seront proposées aux salarié-e-s à des tarifs préférentiels. Les entreprises concernées seraient définies en fonction de leur taille.



### **13. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

#### **Modalités d'application :**

- Développer l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations, fondations)

**Pourquoi ?** Nous avons l'impression que les travailleurs français n'ont pas assez de pouvoir et peuvent avoir le sentiment d'être d'abord au service d'intérêts financiers. La démocratisation de l'économie conduirait à un mieux vivre en France. Il y a du stress au travail qui se traduit parfois par des maladies et des morts. Il nous paraît important d'avoir plus l'impression de contribuer au bon fonctionnement général et de ne pas être là que pour alimenter les profits. Cela pourrait augmenter la motivation des salarié-e-s.

Aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations, fondations) représente 7% du Produit intérieur brut français et plus de 2 millions de salariés, soit environ 10% de l'emploi salarié. Cette économie fonctionne donc. Nous proposons de la développer.

**Comment ?** En diffusant ce mode d'organisation et en le soutenant. Une coopérative, c'est un ensemble de personnes qui marchent ensemble, sans les rapports de force traditionnels. Chacun se sent partie prenante et participe aux décisions.

Une coopérative permet de réduire le coût de production par une mutualisation des biens, par exemple, en partageant des moyens de production. Et donc, cela permet de faire face à la concurrence.

C'est une économie qui fonctionne, qui correspond à des besoins, à des valeurs, à des modes de fonctionnement qui nous paraissent devoir être fortement développés.

## **IV - UNE ÉCONOMIE OUVERTE ET CONTROLÉE**

L'ouverture de l'économie est selon nous un acquis positif. L'ouverture des pays et les échanges internationaux sont importants pour nous. Nous nous réjouissons ainsi des possibles bénéfiques de la mondialisation pour les pays en développement. Mais nous percevons également que l'ouverture économique peut engendrer des souffrances : comment l'économie peut-elle rester ouverte en assurant que nous retirions des bénéfices de cette ouverture ? Nous mettons donc en avant une économie qui doit être ouverte tout en étant régulée. Nous insistons sur l'importance de penser ces problèmes à un niveau supranational, notamment européen.

#### **Nos propositions**

14 - Des pôles de compétitivité européens

15 - Une taxe sur les transactions financières

### **14. DES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ AU NIVEAU EUROPÉEN**

#### **Modalités d'application :**

- Développer des pôles de compétitivité au niveau européen.

**Pourquoi ?** Nous sommes favorables à l'ouverture de l'économie qui peut apporter des bénéfices à l'économie française. En tant que producteurs, cette ouverture nous permet de bénéficier du transfert de technologies et l'accès à plus de ressources, dont des ressources moins coûteuses. En tant que consommateurs, nous bénéficions de produits moins chers.

**Comment ?** Nous sommes conscients que cela vient en contradiction avec notre désir d'une économie « verte » et d'emplois dans notre économie. L'ouverture ne doit donc pas se faire sans aucun contrôle ni régulation.

Le développement de pôles de compétitivité, comme EADS ou Galileo, au niveau européen nous permettrait de bénéficier de la force de l'Europe, qui est une mise en commun de forces des pays membres et qui permet de faire le poids face à la Chine et aux États-Unis (500 millions d'habitants).

## **15. UNE TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES**

### **Modalités d'application :**

- Instaurer une taxe sur les transactions financières (Taxe Tobin).

**Pourquoi ?** L'objectif est de réguler les marchés financiers. En effet, les flux financiers ont montré qu'ils sont très déstabilisateurs alors qu'ils sont très peu utiles à la société et qu'ils ne contribuent pas aux budgets communs. Il nous paraît évident que ces flux doivent être taxés.

**Comment ?** Un point important est qu'une telle taxe doit se faire au moins à un niveau européen pour avoir un impact ; l'objectif final étant bien qu'elle soit généralisée à l'ensemble du monde financier.

Notre proposition est donc d'abord de porter et soutenir cette idée de taxe sur les transactions financières au niveau européen.

Le taux de cette taxe serait faible, de l'ordre de 0,1%. Ce qui permettrait quand même de débloquer des sommes considérables, de l'ordre de plusieurs de dizaines de milliards d'euros de recettes. Par ailleurs, les sommes dégagées par cette taxe pourraient par exemple alimenter un budget européen permettant de réaliser de grands investissements publics.

## **V – POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS**

### **16. DE NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSE**

#### **Modalités d'application :**

- Redéfinir les critères de performance de l'économie.
- Prendre en considération le bien-être, le capital naturel, la qualité de vie.
- Utiliser ces indicateurs pour guider les décisions politiques.

**Pourquoi ?** Actuellement, les principaux indicateurs que nous utilisons sont financiers. Nous pourrions réduire la contradiction entre la mesure vers laquelle nous tendons et le type de croissance que nous recherchons. Par exemple, la recherche de la croissance peut avoir des impacts négatifs sur la qualité de vie des employés et l'impact écologique. La performance d'une entreprise devrait s'évaluer selon d'autres critères que le chiffre d'affaires et le profit.

**Comment ?** Nous proposons de redéfinir les critères de performance (bien-être, capital naturel, qualité de vie...) et d'utiliser ces indicateurs pour guider les décisions politiques.

Un exemple : pour l'instant, l'empreinte écologique d'un français moyen est de 5,1 ha alors que, pour ne pas épuiser la planète et s'en tenir à une relation durable avec elle, il faudrait se contenter de 1,6 ha par être humain. On pourrait se fixer des objectifs partagés et politiques qui visent à baisser notre empreinte écologique, et se dire par exemple qu'en 2017, on atteigne 4 ha par français.

# EUROPE

---

**« Quelle citoyenneté européenne voulons-nous ? »**

## **NOS CONSTATS ET NOS QUESTIONS SUR LA SITUATION ACTUELLE**

Aujourd'hui plusieurs éléments nous conviennent bien, voire nous réjouissent dans la situation européenne.

Nous apprécions de pouvoir circuler librement entre les pays de l'espace Schengen, de pouvoir nous ouvrir aux autres cultures européennes, dans leur diversité, sans qu'il y ait pour autant une homogénéité entre les pays. Nous apprécions le programme Erasmus et les jumelages entre villes, même s'ils sont encore à intensifier.

L'Union européenne (UE) a permis le développement des pays, par exemple grâce à la Politique agricole commune (PAC) qui permet à l'Europe d'avoir une indépendance alimentaire et à la France d'être le premier pays agricole de l'Europe. Nous nous sommes toutefois interrogés sur les effets négatifs potentiels de la PAC : ne permet-elle pas à l'agriculture de l'Europe d'être compétitive au détriment des pays du Sud ? Ne faudrait-il pas aujourd'hui réallouer les fonds et mener plutôt une politique d'industrialisation commune ? Ou parier sur des secteurs plus technologiques, sur des marchés plus porteurs ?

Nous apprécions le projet d'origine de l'Union Européenne guidé par l'idée de construire une union entre les pays pour éviter les guerres, de consolider les démocraties et de créer un marché commun. La simple existence d'institutions communes, au niveau de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe, est un signal fort de mise en commun politique, même si parfois nous trouvons que leur fonctionnement ou les choix politiques faits sont à revoir – nous reviendrons sur ce point.

La question qui nous est posée est la suivante : qu'est ce que se sentir citoyen européen ? Quelle citoyenneté européenne voulons-nous ?

**Or, aujourd'hui nous avons du mal à nous sentir citoyens européens parce que :**

- Nous connaissons mal les institutions européennes, ce qu'elles font et comment elles fonctionnent. Elles nous paraissent souvent très éloignées de nous, de nos préoccupations. Elles nous paraissent peu transparentes, peu démocratiques, nous ne nous sentons pas en confiance.
- Nous avons l'impression que l'Europe agit peu sur notre quotidien. Nous ne comprenons pas très bien quel est le but de l'Europe, son projet. Nous avons parfois l'impression que le couple franco-allemand est disproportionné par rapport aux 25 autres pays, ou au contraire que les nouveaux entrants tirent la France vers le bas.

- Nous sommes inquiet-e-s face à la crise de l'Euro, mais nous avons l'impression que les décisions se prennent au nom des intérêts des financiers plus qu'au nom du bien-être des individus.

## ***CE QUE NOUS VOULONS CHANGER EN MATIÈRE DE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE***

Nous avons fait le choix de décliner nos propositions autour de trois axes moteurs.

Il s'agit avant tout de mieux connaître l'Europe pour mieux se sentir citoyen de l'Union européenne et de travailler à ce sentiment commun d'appartenance, en plus du sentiment national, dès le plus jeune âge. Renforcer les informations et les échanges nous semble en effet primordial pour créer une identité citoyenne plus claire et plus marquée.

Ensuite nous nous sommes penché-e-s sur une réforme des institutions européennes pour donner autant de poids à l'Europe politique qu'à l'Europe économique et les relier davantage. Nous souhaitons une Union européenne renforcée dans ses attributions et son unité pour qu'elle prenne une place de taille dans l'échiquier mondial, et qu'elle soit le fruit d'un accord démocratique européen, et non pas d'accords nationaux.

Pour finir, notre dernier axe est celui de notre participation citoyenne qui doit être plus intensément prise en compte. Nous voulons faire partie de l'Union européenne avec des droits, mais aussi des devoirs. De plus, l'Union se doit de prendre plus en compte notre avis sur ses politiques. Cela renforcerait notre identité européenne, mais aussi la confiance que nous attribuons à ses représentants officiels.

## **I - MIEUX CONNAITRE L'EUROPE POUR SE SENTIR DAVANTAGE EUROPEEN**

Cela passe par davantage d'échanges, d'informations de qualité et accessibles, des médias qui jouent un vrai rôle d'information et d'analyse critique.

### ***FAVORISER LES ÉCHANGES CULTURELS ENTRE LES CITOYENS EUROPÉENS***

Se sentir plus européen, cela passe par des échanges directs entre individus, par la connaissance de la culture, par des discussions formelles et informelles. Et par le plaisir de la rencontre, de l'enfance à l'âge adulte.

1. Intégrer dans le cursus scolaire dès 14 ans quatre échanges d'une semaine dans quatre pays de l'UE.

**Pourquoi ?** Car il faut intensifier l'initiation à l'Europe par l'échange. Il s'agit de favoriser l'ouverture aux autres cultures et de mieux connaître leur mode de vie.

**Comment ?** Chaque jeune réalise quatre séjours d'une semaine dans quatre États membres (deux pays imposés par l'établissement scolaire et deux au choix), dans la famille de son correspondant, qui viendra en France à son tour. Le ministère de l'Éducation nationale ainsi que les écoles en la personne du chef d'établissement et des professeurs se porteront garants de cette initiative.

**Point de vigilance :** assurer une égalité de conditions entre écoles publiques et privées, et veiller aux risques d'inégalité dans le soutien de ces échanges entre familles riches et familles précaires.

## **2. Faire des étudiants Erasmus des ambassadeurs de l'Europe dans leur pays d'origine et d'accueil.**

**Pourquoi ?** Car il faut mettre à profit l'expérience concrète des étudiants Erasmus pour sensibiliser les jeunes à l'Europe, et leur donner envie de découvrir nos voisins.

**Comment ?** À la fin de son séjour Erasmus, l'étudiant va partager son regard sur le pays d'accueil avec des élèves de 14 à 16 ans, au sein d'un établissement scolaire. Puis à son retour dans son pays de résidence, il vient partager son expérience et ses impressions auprès de ses pairs (au sein de sa promotion universitaire).

### ***SENSIBILISER DAVANTAGE ET MIEUX À L'EUROPE***

**Aujourd'hui beaucoup de sites Internet existent sur l'Europe, ils ne sont ni très connus, ni très attractifs. Il nous semble important de susciter l'intérêt de tous sur cette question, pour se sentir membres de l'Europe, combattre les clichés sur les différents pays et cultures. Comment imaginer des médias interactifs, modernes et vivants ? Tout en apportant une information claire, à la fois accessible et critique...**

## **3. Un dessin animé ludique et éducatif sur l'Europe**

**Pourquoi ?** Cela permettrait de développer la connaissance et la transmission des cultures et des valeurs européennes. Ce serait une occasion de découvrir les manières de vivre, les langues, les différences et les ressemblances, tout en faisant attention à ne pas véhiculer les stéréotypes.

**Comment ?** Le dessin animé mettrait en scène des personnages, par exemple des enfants, parcourant les différents pays de l'Union européenne à raison de plusieurs épisodes par pays ( sur le modèle par exemple de « Dora l'exploratrice » ou du « Bus magique »).

## **4. Diffuser les modes de vie et valeurs européennes dès l'école primaire.**

**Pourquoi ?** Cela permettrait de sensibiliser dès le plus jeune âge les citoyens européens de demain aux valeurs (paix, démocratie, droits de l'homme) à l'origine du projet européen

**Comment ?** On instaure la sensibilisation européenne de façon ludique pendant les cours, à l'école primaire et au collège.

#### **5. Développer la culture européenne dans les chaînes TV nationales par des quotas.**

**Pourquoi ?** Il s'agirait de développer la diffusion d'une culture européenne par l'exposition de fictions, de reportages, etc. sur l'Europe sans créer une chaîne spécifique supplémentaire, qui pourrait être vue comme élitiste ou peu attractive.

**Comment ?** En instaurant la mise en place de quotas de programmes, réalisés par les différents États membres, de toutes natures (fictions, concerts, reportages, musique, information), en version originale sous-titrée.

*Point de vigilance :* le quota doit tenir compte des plages horaires (aucun impact si les films ou documentaires sont programmés en dernière partie de soirée).

#### **6. Mieux former les journalistes aux questions européennes pendant leurs études.**

**Pourquoi ?** Les journalistes doivent avoir une bonne maîtrise des problématiques européennes afin d'assurer la diffusion d'une information accessible et transparente auprès du grand public. Or il nous semble qu'aujourd'hui cette maîtrise est inégale, du fait de la faible part que la question européenne occupe dans les études de journalisme, sauf si les étudiants se spécialisent dans ce domaine.

**Comment ?** En instaurant un module obligatoire sur l'Europe (son histoire, ses institutions, ses enjeux) dans le cursus de formation des journalistes, qui pourrait être dispensé en partie par des anciens parlementaires et/ ou d'autres acteurs de l'Union européenne. De plus, une meilleure collaboration entre les journalistes européens serait promue.

### **CRÉER DES ÉVÉNEMENTS FÉDÉRATEURS**

**Pendant nos recherches lors de la Fabrique citoyenne, nous avons réalisé que de nombreux événements estampillés « Europe » existent (festivals, semaine européenne thématique). Nous nous interrogeons sur l'attractivité de ces événements souvent très peu connus des habitants. Comment leur donner envie d'y prendre part ? Comment les relier au mieux à leur quotidien ?**

#### **7. Faire du 9 mai une vraie fête populaire et culturelle de l'Europe dans les 27 pays.**

**Pourquoi ?** Aujourd'hui le 9 mai est déjà la fête de l'Europe, mais si cette journée donne lieu à des colloques et à des manifestations, elle n'est pas investie par les citoyens. Nous proposons d'en faire un grand moment populaire, pour renforcer symboliquement le sentiment d'appartenance à l'Europe

**Comment ?** Il s'agit de faire chaque 9 mai un moment festif. Cela peut prendre la forme d'un carnaval avec chaque année un pays à l'honneur, ou d'une Nuit blanche version européenne. Cela pourrait être aussi un festival de la diversité européenne, avec des créations culturelles, non pas nationales, mais donnant lieu à des échanges et des coproductions entre pays.

#### **8. Un concours européen de la meilleure invention sur le thème des énergies renouvelables.**

**Pourquoi ?** Réduire la dépendance aux énergies fossiles et développer les énergies renouvelables constitue un enjeu majeur pour l'Europe, qui interroge les choix politiques mais aussi individuels. Pour mobiliser les Européens sur cette question, nous proposons un concours qui valorisera les initiatives et bonnes pratiques, et générera de l'émulation collective.

**Comment ?** Tout citoyen pourrait proposer son invention. Un week-end serait consacré à l'exposition des objets dans une ville de chaque pays. Tous les Européens pourraient avoir accès à des images de chaque objet sur le site de l'événement afin de voter pour son invention préférée.

## **II - POUR DES INSTITUTIONS EUROPEENNES ET UN PROJET EUROPEEN PLUS DEMOCRATIQUES.**

L'Europe devrait rendre plus visible le fait qu'elle n'a pas qu'une action économique, mais aussi culturelle et sociale sur la citoyenneté. Nous devrions pouvoir retrouver confiance envers les responsables politiques, avec des élus engagés envers l'Europe et mieux connus : c'est un des points essentiels qu'il est nécessaire d'appuyer. Nous avons débattu pour savoir s'il faut davantage incarner les dirigeants européens. Qui connaît aujourd'hui le président du Conseil européen, Van Rompuy ? Certains d'entre nous pensent que nous aurons plus confiance en des politiciens que nous reconnaissons et savons nommer, que cela permettra que l'Europe ait plus de poids à l'international. D'autres au contraire se demandent si on ne risque pas de trop personnaliser le pouvoir européen et de perdre la dimension d'un travail à 27 Etats membres.

Cela pose la question de savoir quelle Europe nous voulons, et cela a suscité de nombreux débats

Nous voulons une Europe forte et crédible pour peser sur le plan international. Nous sommes prêts à ce que chaque pays mette en commun et en retour accepte l'intervention voire l'ingérence de l'Union européenne dans son action nationale, sur les politiques économiques et sociales notamment. Cela passe par la volonté d'europeaniser le débat pour se sentir plus impliqué, plus européen. Nous pensons



qu'il est nécessaire d'atténuer le sentiment de flou du citoyen européen sur les institutions européennes. Il faut arrêter le laïus de « Je ne comprends rien à l'Europe ».

## ***DES INSTITUTIONS PLUS DÉMOCRATIQUES***

### **9. Élection au suffrage direct par les citoyens des 27 pays des commissaires européens, sur des listes transnationales.**

**Pourquoi ?** Parce qu'en votant pour élire la Commission, lieu important du pouvoir européen, l'impact du citoyen ainsi que son intérêt pour la chose politique serait vraiment renforcée. Cela devrait également permettre une moindre abstention (le citoyen se sentira plus intéressé, car il aura davantage le sentiment que sa voix pèse sur les décisions européennes). Enfin, élire des listes transnationales accentuerait l'idée que l'on vote pour un programme réellement européen et non pas uniquement pour faire entendre la voix de son pays à la Commission.

**Comment ?** Il s'agirait d'un vote au suffrage direct pour des listes transnationales de candidats représentant chacun des pays de l'UE (27 candidats, un par pays), partageant des valeurs des idées et des valeurs communes. C'est-à-dire que :

- dans ces listes les candidats peuvent être de partis politiques différents, réunis autour d'un programme commun
- qu'un même parti politique national peut avoir plusieurs représentants dans des listes différentes (si leurs sensibilités les poussent vers des programmes différents).

De plus, le président de la Commission est désigné après l'élection par la liste. Les autres membres de la liste devraient avoir le droit de le destituer s'il ne remplit pas correctement sa fonction.

### **10. Des quotas au parlement européen pour assurer la diversité.**

**Pourquoi ?** Aujourd'hui, les parlementaires européens ne nous semblent pas représenter la diversité de la population européenne. Introduire des quotas engendrera un regard pluriel : les parlementaires pourront alors être davantage la voix directe de tous les citoyens et de leurs priorités.

**Comment ?** On ne se positionne pas sur les critères ni sur le pourcentage des quotas. Simplement, il faut assurer qu'il y ait une présence des jeunes et des handicapés, entre autres, pour un Parlement davantage à l'image de la population européenne.

### **11. Limiter le nombre de mandats successifs au Parlement européen.**

**Pourquoi ?** Pour permettre un renouvellement relatif des parlementaires qui actuellement peuvent siéger en théorie indéfiniment. Cela permettrait que les députés aient un regard plus contemporain et innovant. On amenuiserait également les risques de corruption.

**Comment ?** On interdit plus de trois mandats successifs par député.

### ***POUVOIR PESER PLUS DIRECTEMENT SUR LE PROJET EUROPÉEN***

- 12. Organiser un référendum sur un traité européen précisant la politique commune européenne écologique, sociale et économique, par les citoyens des 27 pays le même jour.**

**Pourquoi ?** Pour une Europe capable de mener une politique commune ambitieuse et cohérente, comprise et portée par les citoyens, nous proposons l'adoption d'un nouveau traité sur la politique commune européenne écologique, sociale et économique, précisant les sanctions en cas de non respect.

**Comment ?** Cela passerait par la création et la ratification d'un nouveau Traité européen comportant plus de projets économiques, sociaux et écologiques communs. Nous ne nous positionnons pas cependant sur des points précis de ces termes (quelques exemples néanmoins : l'industrie, la sortie du nucléaire, etc.).

Le traité sera adopté par référendum européen : tous les citoyens membres de l'UE. votent le même jour à la même heure. Cela éviterait les pressions de pouvoir et l'influence d'un scrutin sur un autre si un pays plus puissant que les autres refuse le traité alors que les autres l'ont accepté.

## **III - POUR RENFORCER LA PARTICIPATION POPULAIRE A L'EUROPE**

### ***EUROPÉANISER LE DÉBAT POLITIQUE, IMPLIQUER LES CITOYENS DANS LA VIE POLITIQUE EUROPÉENNE ET RENFORCER L'ÉMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE EUROPÉENNE MAJEURE.***

**Aujourd'hui le peuple est mis à l'écart des institutions, ne les comprend pas et de ce fait ne s'y intéresse pas. Pour que les citoyens aient davantage confiance en l'Europe et puissent mieux comprendre l'Europe et ce qu'elle change pour eux, nous proposons d'associer plus fréquemment et plus directement les citoyens et de la société civile, afin de renforcer la transparence des décisions et l'adéquation entre ces décisions et le vécu des citoyens.**

**Au niveau des institutions européennes, Commission et Parlement devraient consulter systématiquement sur les grands choix l'assemblée citoyenne exceptionnelle.**

- 13. Une assemblée citoyenne exceptionnelle et temporaire pour une consultation de la société civile et des citoyens tirés au sort, pour chaque enjeu majeur, par la Commission européenne.**

**Pourquoi ?** Il s'agit de permettre à la société civile et à des citoyens ordinaires de dialoguer autour des enjeux majeurs européens et de peser sur les décisions politiques européennes.

**Comment ?** On créerait une assemblée de citoyens formée de 27 associations européennes, 27 entreprises de tous statuts, 27 spécialistes ainsi qu'un « panel populaire » de cinq citoyens par pays membres. Ce panel, constitué de 135 personnes anonymes selon les critères du tirage au sort contraignant comme dans les jurys d'assises, se réunirait à Bruxelles (ou dans une autre capitale de l'UE) pendant un temps suffisamment long pour se former un avis collectif éclairé (une semaine par exemple), stimulé ou non par des échanges avec des intervenants. Le panel est recomposé à chaque saisine des institutions européennes.

Le tirage au sort de l'Assemblée citoyenne est reproduit à chaque saisine du Parlement sur un sujet précis, parallèlement au débat de ce même sujet dans les institutions européennes. Elle rend un avis sur le sujet, et pourrait également voter pour hiérarchiser ses choix. Le vote blanc serait comptabilisé, mais l'abstention impossible. Cette Assemblée citoyenne posséderait également un droit de veto sur les projets de loi qui lui sont soumis.

#### **14. Des agoras de citoyens pour débattre de l'Europe dans les grandes villes, relayées par les collectivités locales.**

**Pourquoi ?** Il s'agirait de créer des lieux symboliques de l'Europe dans chaque grande ville, pour donner corps à une participation citoyenne locale au projet citoyen.

**Comment ?** Les citoyen-ne-s seraient réuni-e-s sur la base du volontariat, à l'initiative de la Ville, pour échanger sur les enjeux européens et sur leurs souhaits pour le projet européen. Leur avis collectif, stimulé par des spécialistes, serait remis aux institutions européennes par les collectivités locales.

#### **15. Extension du droit de vote à toutes les élections au résident (communautaires et extracommunautaires), à partir d'une certaine ancienneté de résidence.**

**Pourquoi ?** Cela permettrait de renforcer l'égalité entre tous les habitants sur le territoire européen. Que ces résidents soient des ressortissants des pays de l'Union européenne ou non. On favoriserait l'intégration et la représentation de ces habitants par le vote. De plus, cela créerait un nouvel électorat.

**Comment ?** Tout résident peut voter s'il a vécu « X » années de temps sur le territoire (entre 0 et 10 ans, à définir), à condition qu'il renonce au vote dans son pays d'origine.

#### **16. Créer un statut européen d'association.**

**Pourquoi ?** Cela permettrait de renforcer le poids des associations, d'encourager leurs engagements et de pouvoir échanger des valeurs entre citoyens de différents pays.

**Comment ?** On met en place une charte d'association européenne en accord avec les critères de l'Union européenne. Ce statut doit permettre de faciliter la mobilité de l'association au sein de l'Europe ainsi qu'un siège social européen (et non plus national).

# ANNEXE

Des propositions ont été refusées en l'état, elles ont néanmoins été développées et portées par une partie significative des groupes (1/5) mais n'ont pas atteint la majorité qualifiée (2/3). Nous les livrons ci-dessous, en distinguant :

- Les propositions qui ont été refusées par les groupes thématiques (école, économie, Europe) et n'ont donc pas été présentées et discutées avec l'ensemble de la Fabrique citoyenne.
- Les propositions qui ont été acceptées par les groupes thématiques, présentées à l'ensemble de la Fabrique citoyenne mais refusées car n'ayant pas recueillies la majorité qualifiée.

## ÉCOLE

### **PROPOSITIONS REFUSÉES PAR LE GROUPE ENTIER**

**Fixer le début de l'instruction obligatoire à l'âge de trois ans et commencer le parcours d'acquisition du socle à ce moment.**

**Pourquoi ?** L'entrée à l'école se fait entre trois et six ans. Selon le contexte familial, cela peut avoir des conséquences importantes sur le développement des enfants. Avoir une date commune de début de l'acquisition du socle permet de respecter un principe républicain d'entrée simultanée, pour chaque classe d'âge, dans l'instruction. Cela est aussi l'occasion d'habituer tôt l'enfant aux autres, ce qui lui permet d'apprendre le partage, d'assimiler les bases, de s'éveiller au monde.

**Comment ?** Les enfants entrent à l'école entre 2,5 et 3,5 ans selon leur date de naissance.

**Permettre aux élèves de choisir une partie des coefficients de leur évaluation.**

**Pourquoi ?** À l'heure actuelle, les coefficients sont en grande partie subis et ne reflètent pas forcément les intérêts réels des élèves ainsi que leurs forces et leurs centres de compétences. Personne n'est complètement incompetent en tout. Il s'agit d'aller chercher ce en quoi l'on est compétent et de le mettre en valeur. Par cette mesure, on permet une personnalisation du parcours scolaire adapté aux points forts de l'étudiant-e, on évite l'échec et le redoublement en contrebalançant les coefficients des disciplines, mais tout en gardant un socle commun. On encourage les élèves en récompensant leurs centres d'intérêts. On réduit le handicap des disciplines ou les élèves sont moins bons.

**Comment ?** Dans ce nouveau système, les élèves ont le droit de faire peser plus fort dans leur évaluation générale certaines des matières de leur choix. Prenons un exemple : en commençant une nouvelle année scolaire, l'élève aura la possibilité d'attribuer 50 % de son évaluation à des matières ou activités de son choix avec des coefficients de son choix. Il

pour ainsi se faire évaluer en sport pour 25% et en informatique pour 25% ou alors prendre une répartition avec 10% de musique, 30% de mathématiques et 10% de sport.

### **Dépasser la notion de classe d'âge, faire parfois des groupes multi-âge**

**Pourquoi ?** Dans la logique du socle, les classes d'âges sont contre-productives. Elles n'ont aucun sens au vu de l'acquisition de compétences individuelles et souples. Elles sont une construction théorique quoique bien pratique. L'objectif de la proposition est que les élèves avancent à leur rythme dans les groupes de niveau et ensemble en s'entre-aidant dans les groupes de type classe.

**Comment ?** Au cours de leur éducation, les élèves sont regroupés en groupes de niveau lors des enseignements par matière et en groupes de type classe pour les ateliers.

## **ÉCONOMIE**

### **PROPOSITIONS REFUSÉES PAR LE GROUPE**

*Ces propositions sont des modalités opérationnelles venant compléter certaines propositions présentées dans ce document, avant qu'elles ne soient amendées après discussion en sous-groupe, nous les présentons en renvoyant à la proposition dont elles sont issues.*

#### **L'évolution des mentalités**

*« Pourquoi ne pas lancer un grand débat de société sur les modes de consommation nécessaires et les changements de modes de vie ? »*

**Arguments :** Les modalités d'un tel débat ont été peu comprises par le groupe, quelles différences y aurait-il avec une campagne de sensibilisation ? Les défenseurs de cette proposition ont rappelés que le but de ce débat serait justement de permettre de confronter les points de vue de chacun et de les faire évoluer en entendant ceux des autres. Sur le principe l'ensemble du groupe s'est mis d'accord pour affirmer qu'un tel débat ne se suffirait pas à lui-même, et ne serait qu'une des déclinaisons de la grande campagne de sensibilisation sur nos modes de (sur)consommation. La proposition n'est donc pas retenue pour elle-même mais est incluse dans l'idée de la campagne afin de mettre en œuvre des choix politiques partagés.

#### **L'entrée facilitée des jeunes dans la vie active**

*« Cet encadrement des loyers et cette politique de construction de nouveaux logements sociaux devraient selon nous être accompagnés d'une mesure complémentaire : l'instauration d'une taxe qui viserait à sanctionner les propriétaires de logements inoccupés qui ne louent plus leurs biens depuis une période déterminée. Mesure qui contribuerait au financement des constructions nouvelles. »*

**Arguments :** La mise en place d'une telle taxe a posé problème aux participants. Comment savoir que tel logement pourrait être loué et n'est l'est pas ? Cela signifierait-il l'interdiction des résidences secondaires ? Les défenseurs de la proposition ont rappelé que l'objectif premier était de lutter contre la spéculation immobilière, cette mesure, avant de viser les

« petits » propriétaires, concernerait ceux qui investissent dans l'immobilier dans le but de revendre et non de louer. Sur le principe le groupe a acquiescé, mais il a été jugé après vote que la proposition n'était pas assez explicite et détaillée en l'état pour être présentée à l'ensemble de la Fabrique.

### **Un meilleur équilibre entre actionnaires et salariés.**

« Certains d'entre nous pensent que ces actions devraient être distribuées gratuitement aux salariés. »

**Arguments :** Le principe du « tarif préférentiel » a été préféré à celui de la gratuité.

### **Des moyens pour comprendre l'économie**

« Nous proposons aussi d'organiser une journée de type journée de défense et de citoyenneté (ex-JAPD), ou de modifier le contenu de la journée JAPD en la partageant en deux, une matinée sur la citoyenneté et la défense, et l'après-midi sur l'économie, ou de faire une journée de même type sur l'économie ? Le caractère obligatoire est important pour nous pour que chacun reçoive l'information. »

**Arguments :** Deux détails ont posé problème aux participants : diminuer le temps consacré à la JAPD telle qu'elle existe et l'obligation. Cette proposition a donc été abandonnée au profit des autres propositions qui rempliraient les mêmes fonctions : initiation et cours d'économie dès l'école primaire et le collège ; journée de l'économie sur le modèle des journées du patrimoine pour découvrir le fonctionnement et l'organisation des entreprises.

### **La transparence des finances publiques et de l'économie**

« Est-ce qu'il faut lancer une charte nationale de transparence ? »

**Arguments :** Ce projet de charte a semblé inutile, voire contre-productif, au groupe. Une charte n'est pas quelque chose d'assez engageant pour assurer une réelle transparence.

## **PROPOSITION REFUSÉE PAR LE GROUPE ENTIER**

### **Solidarité entre les pays de l'Union européenne**

#### **Nos propositions :**

- Bilan annuel de la situation économique de chaque pays de l'Union européenne
- Système de parrainage, de petits groupes entre les pays de l'Union européenne (aide de gestion, d'organisation, et non pas un simple financement pour prévenir les difficultés.

#### **Pourquoi ?**

Au sein de l'Union européenne, il existe un système d'aide entre les différents pays membres. Force est de constater que les aides apportées, bien qu'elles soient importantes, ne se révèlent pas efficaces, comme nous le prouve la situation dans laquelle nous sommes

actuellement. Il faut rendre ces aides plus efficaces. L'Union européenne doit se montrer plus unie.

### **Comment ?**

Mettre en place un conseil annuel pour un bilan de la situation économique de chaque pays de l'Union européenne. Il permettrait de prévenir les premiers signes d'une éventuelle crise du pays, voire financière.

Chaque pays devra fournir un bilan annuel qui sera examiné à la Commission afin d'éviter les abus de demandes financières. L'aide passera par des préventions autres que financières. En cas d'urgence ou de situation économique trop fragile qui n'a pas pu être résolue malgré les préventions, une consultation sera organisée avec les pays de l'UE afin de savoir s'ils acceptent de donner une aide financière.

Il faudrait aussi mettre en place un système de parrainage entre les pays de l'Union européenne. Ce système ne concernerait pas spécialement les aides financières, mais serait plutôt une aide de gestion, d'organisation d'un pays de l'Union, afin de prévenir d'une éventuelle crise. Cela contribuerait à diminuer l'égoïsme des pays qui n'agissent qu'au moment critique. Tous les pays devraient se sentir soudés entre eux.

**Arguments** : Le parrainage entre pays proposé a été compris comme étant trop « paternaliste ». Cette proposition a semblé trop peu concrète pour le groupe, il aurait fallu prendre un exemple, comme la situation de la Grèce, pour expliquer ce qu'un tel système aurait réellement changé.

## **EUROPE**

### **PROPOSITIONS REFUSÉES PAR LE GROUPE ENTIER**

- Créer une année supplémentaire, à la fin de l'enseignement secondaire (avant l'entrée dans la vie active ou à l'université), durant laquelle l'étudiant-e passerait chacun des trois trimestres dans des pays différents, dans des familles de jeunes du même âge qui pendant ce temps seraient accueillies dans sa famille.
- Jouer l'hymne européen avant chaque match entre pays de l'Union européenne.
- Créer en France un ministère de l'Europe, pour lui donner davantage de poids qu'un secrétariat d'État.

### **PROPOSITIONS REFUSÉES PAR LE GROUPE**

- Développer une sorte d'Erasmus pour les salariés.